

PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne - Rhône-Alpes

Unité inter-départementale
Drôme Ardèche

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE
Service SIPPAT – BCEP – SEEP
Guichet unique ICPE
BP 721
07007 PRIVAS CEDEX

Subdivision Ardèche
Affaire suivie par : Jean-Etienne MARTIN
Tél. : 04 75 65 51 53
Télécopie : 04 75 65 51 58
Courriel : jean-etienne.martin@developpement-durable.gouv.fr

Privas, le 21 NOV 2018

Ref. : 20180924-RAP-DAEN0735

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Société CORDTECH INTERNATIONAL
07 Saint-Julien-en-Saint-Alban

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Extension et réorganisation des activités du site

Document de référence : Dossier de porté à connaissance en date du 14 juin 2018
complété le 24 juillet 2018

Adresse de l'établissement : La Barnaude
07000 Saint-Julien-en-Saint-Alban

Activité principale : Transformation et traitement de fils industriels pour usage
dans l'industrie du caoutchouc

Code S3IC de l'établissement : 61-2416

Priorité DREAL : P2 - IED

Pièce jointe : /

Original : Préfecture / Service SIPPAT – BCEP – SEEP

Copies : Inspecteur signataire, chrono sub 2

1. Présentation de l'établissement

La société CORDTECH INT. Exploite, en zone artisanale de la commune de Saint-Julien-en-Saint-Alban, une activité de fabrication de câbles traités à base de fibres synthétiques destinés à être utilisés dans l'industrie du caoutchouc (durites, courroies de transmission, pièces de renforcement, etc...).

Cet établissement a son fonctionnement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012114-02006 du 23 avril 2012 modifié le 14 décembre 2015, pour notamment le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, l'application d'enduits sur fil et fibres de verre, ainsi que l'utilisation de fluides caloporteurs organiques comme procédés de chauffage. Cet établissement est classé « IED » (rubrique 3670) pour une capacité de consommation de solvants organiques supérieur à 200 tonnes/an.

2. Examen de la demande

Dans le cadre du regroupement des activités d'enduction du groupe PORCHER INDUSTRIES, il est projeté de transférer, sur le site CORDTECH Int situé à St-Julien-en-St-Alban, la plus grande partie des activités du site SOVOUTRI implanté à La Voulte-sur-Rhône, lequel cessera son activité début 2020.

Une première phase qui consiste à l'implantation de lignes d'enduction de fibre de verre, issues de SOVOUTRI, est en cours de réalisation. Elle a fait l'objet d'un porté à connaissance en décembre 2017.

Après examen de cette première phase de transfert, il avait été conclu que les modifications apportées n'étaient pas de nature à induire des risques chroniques ou accidentels supplémentaires et que les prescriptions techniques de l'arrêté de fonctionnement du 23 avril 2012 modifié étaient suffisantes pour garantir les intérêts de l'article L.511 du code de l'environnement.

Ce premier transfert a été validé par un courrier préfectoral du 27 février 2018.

La phase II du projet, plus conséquente, a fait l'objet d'un dossier très complet transmis à l'inspection.

Ce dossier daté du 31 mai 2018 conçu pour porter à connaissance de l'administration les modifications prévues sur le site, est en fait structuré comme un dossier de demande d'autorisation établi conformément à l'article R.512-6 du code de l'environnement. Il comporte :

- un résumé non technique,
- une étude d'impact,
- une étude de dangers,
- une note hygiène-sécurité,
- des plans annexés.

Ce dossier permet d'avoir une description du projet très détaillée parfaitement compréhensible et claire.

Des lignes d'enduction à base de solvants sur des fibres de verre et des fibres de carbone vont être implantées et vont nécessiter une révision structurelle et organisationnelle du site.

Pour l'implantation de ces nouvelles lignes de nouveaux bâtiments vont être construits et certaines activités et stockages vont devoir être réorganisés au sein de locaux existants.

Les mesures compensatoires prévues pour prévenir tous risques de pollutions chroniques ou accidentelles sont bien explicitées.

L'exploitant précise en préambule que le dossier de porté à connaissance est présenté dans le cadre d'une modification notable, mais non substantielle, en cohérence avec les articles L.181-1 et R.181-46 du code de l'environnement.

Un tableau de justification du caractère non substantiel permet d'appuyer l'argumentation de l'exploitant. Il précise en particulier que :

- le projet ne conduit pas à la création d'une nouvelle rubrique ICPE soumise à autorisation, ni d'une nouvelle rubrique soumise à enregistrement ;
- le projet ne conduit qu'à l'exploitation d'une nouvelle activité soumise à déclaration (stockage et emploi de formol) ;
- le projet ne conduit pas à une augmentation significative de la pollution eau – air – bruit. Le regroupement des deux usines SOVOUTRI / CORDTECH permet une légère diminution de la quantité globale de COV rejetée à l'atmosphère ;
- les bâtiments nécessaires au projet d'extension sont soit existants soit à construire sur des aires de parking ou stockage existantes. L'emprise du site ne s'en trouve donc pas agrandie ;
- les nouvelles installations et activités n'induisent pas de dangers significatifs supplémentaires.

Les arguments avancés par l'exploitant sont en cohérence avec les articles L.181-1 et R. 181-46 du code de l'environnement.

2.1 - Le classement ICPE :

Le regroupement des activités sur le site de Saint Julien en Saint Alban entraîne les modifications suivantes sur la situation administrative du site :

- Ajout d'une nouvelle rubrique à déclaration (4130-2b) ;
- Augmentation du volume d'activité de rubriques existantes.

Désignation des installations	Volume des activités		Rubrique	Régime
	Avant	Après		
Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvants organiques supérieure à 150 kg/h ou 200 t/an	300 t/an	480 t/an	3670-2-a Inchangée	A Inchangé
Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1 - Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est : a) supérieure à 1 000 l	Volume d'huile : 2 000 l	Volume d'huile : 2 000 l	2915-1-a Inchangée	A Inchangé

Vernis, peinture, apprêt, colle, enduits, etc. (application, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastiques, textiles,...) à l'exclusion des activités couvertes par la rubrique 1521 : 2- Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction,...). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisée est : a) supérieure à 100 kg/j	Procédé d'enduction 1500 kg/j (en Ceq)	Procédé d'enduction 2 600 kg/j (en Ceq)	2940-2-a Inchangée	A Inchangé
Unité de combustion A - Lorsque les installations consomment seuls ou en mélange du gaz naturel, du GPL, de fioul domestique, etc... 2. Si la puissance thermique maximale de l'installation est comprise entre 2 et 20 MW	Chaudière et fours à gaz : Puissance totale : 5,8 MW	Chaudière et fours à gaz : Puissance totale : 9,3 MW	2910-A2 Inchangée	DC Inchangé
Gaz inflammable liquéfié de catégorie 1 ou 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure à 6 t mais inférieur à 50 t	Cuve de 21 tonnes	Cuve de 21 tonnes	4718-2 Inchangée	DC Inchangé
Atelier de fabrication de tissus, feutre, articles de maille, dentelle mécanique, cordage, cordes et ficelles, la puissance installée pour alimenter l'ensemble des machines étant supérieure à 40 kW	Puissance retordage : 611 kW	Puissance retordage : 700 kW	2321 Inchangée	D Inchangé
Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 2 - Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ , mais inférieur à 10 000 m ³	Stocks matières premières et produits finis en bobines 2310 m ³	Stocks matières premières et produits finis en bobines 3 000 m ³	2663-2c Inchangée	D Inchangé
Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2 - Substances et mélanges liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t		2640 kg Formol à 30 % : (3 x 880 kg)	4130-2-b Nouvelle	D

2.2 - Les effets sur l'environnement :

Le bruit :

Les études menées dans le cadre de la réalisation du dossier d'extension ont démontré qu'en certains points du voisinage des émergences supérieures à celles tolérées ont été mesurées.
Dans le cadre de la réorganisation du site et de l'implantation de certains bâtiments, l'aspect « bruit » a été pris en compte en vue de supprimer ces émergences.

Avec toutes les mesures décrites dans le dossier, les simulations fournies démontrent un retour à une situation conforme en tous les points du voisinage.

L'augmentation de production sur ce site va donc générer une amélioration de la situation sonore et un retour à une situation conforme à la réglementation.

Une mesure de la situation acoustique après la réalisation complète du projet est prescrite dans le projet d'arrêté préfectoral afin d'évaluer les améliorations prévues.

L'eau :

l'extension prévue va s'accompagner d'une augmentation du volume d'eau consommé pour l'usage industriel (environ de 1000 m³ /an à 1600 m³ /an), comme pour l'usage sanitaire (présence de 140 personnes pour 60 personnes acuellement avec environ une consommation de 550 à 1000 m³/an). Cette consommation restera cependant faible et n'aura pas d'impact significatif sur la ressource en eau, ni sur les réseaux de distribution.

Le traitement des rejets d'eaux résiduares industrielles continuera à être réalisé par bâchée de 7 m³ au maximum. Le seul changement portera sur le nombre de bâchées qui passera de 2 à 3 voir 5 par semaine maximum selon la production.

On rappellera que les eaux industrielles sont pré-traitées dans la station interne de l'établissement puis évacuées dans le collecteur communal qui rejoint la STEP Ouvèze Vive située sur la commune du Pouzin.

Le maintien du rejet d'une seule bâchée par jour ne nécessite pas de changement sur la station de pré-traitement ni de modification de la convention établie entre l'exploitant et le gestionnaire de la station d'épuration. Les concentrations (mg/l) et les flux journaliers fixés dans la convention actuelle et repris dans l'arrêté réglementant le fonctionnement du site n'ont pas à être revus.

Les analyses annuelles effectuées sur les paramètres retenus pour ces contrôles montrent que les rejets respectent les valeurs limites autorisées. Il en sera de même dans le cadre de l'augmentation de la capacité de production. Les conditions de fonctionnement du dispositif d'épuration n'étant pas modifiées, la situation restera conforme.

En fait, seule l'augmentation totale du volume annuel rejeté (hausse de 100%) peut être considérée comme notable, mais elle n'aura aucun impact sur l'émissaire final, car les rejets de SOVOUTRI allaient déjà dans la STEP Ouvèze Vive.

Les déchets :

Les activités transférées étant similaires à celles en place, les déchets produits seront également similaires. Les conditions d'éliminations actuelles suivies par bordereaux, sont satisfaisantes (contrôle, traçabilité, filières spécialisées) et devraient perdurer.

L'air :

Les lignes d'enduction existantes à base aqueuse ou solvantée sont à l'origine d'émissions atmosphériques contenant notamment des composés organiques volatils (toluène). Les nouvelles lignes transférées ayant des fonctions similaires émettront les mêmes rejets.

Les lignes d'enduction à base solvantée en place sont capotées pour limiter les rejets diffus et tous les effluents canalisés sont ensuite dirigés vers un oxydateur thermique ayant un rendement supérieur à 98 %, le rejet final est ainsi très faible (0,36 kg/h de COV).

Les lignes d'enduction transférées depuis le site SOVOUTRI seront installées dans les mêmes conditions avec en plus une amélioration des dispositifs permettant de limiter les rejets diffus (capotages plus étanches) et l'implantation d'un oxydateur thermique de dernière génération.

Sur la base des résultats des contrôles réguliers et inopinés diligentés par l'inspection, l'exploitant a estimé les flux qui seront rejetés sur le site une fois toutes les lignes en fonctionnement.

Pour les rejets en COV NM qui constituent les principaux polluants émis, le flux total site devrait être de 1,71 kg/h ; il s'agit d'un flux très faible.

L'augmentation réelle du flux rejeté en COV NM sera donc seulement de 0,63 kg/h.

Notons que l'exploitant propose de baisser les VLE autorisées en COV NM pour 3 lignes transférées depuis SOVOUTRI (Match2, Match3 et ZELL 2), ce qui permet de limiter le flux autorisé au rejet.

Par ailleurs, selon l'arrêté ministériel du 2 février 1998, il n'y a pas de concentration limite à fixer pour des rejets en COV inférieurs à 2kg/h ; dans le cas de cet établissement l'arrêté fixe tout de même des valeurs contraignantes en concentration à l'émission pour ce polluant.

Les risques sanitaires :

L'évaluation des risques sanitaires prenant en compte l'ensemble des émissions connues du site démontre que le projet n'induit pas de risque supplémentaire pour le voisinage.

Cas des émissions bleutées :

Certaines préparations pour l'enduction en phase aqueuse génèrent des émissions potentiellement odorantes et légèrement bleutées au niveau des cheminées d'extraction de ces lignes. Ces odeurs sont associées au passage des fibres enduites dans des fours à température élevée. Ces émissions ayant été à l'origine de réclamations, il a été demandé à l'exploitant de les réduire dans le cadre du projet global de réorganisation du site.

Dans un courrier du 24 juillet 2018, l'exploitant indique qu'il a initié une étude afin de dégager des solutions techniques pour limiter ces émissions ponctuelles et qu'il s'engage à déployer sur plusieurs années les moyens qui auront été définis dans cette étude.

Cette étude sera transmise à l'inspection, au plus tard au 1^{er} février 2019. Les préconisations de l'étude (modification du process, traitement approprié, soit les deux options) devront être mise en œuvre au plus tard le 1^{er} janvier 2021. Ces dispositions sont reprises dans le projet d'arrêté joint au présent rapport.

Ces futurs équipements outre le traitement des odeurs, devraient contribuer à terme à la réduction des COV émis par les lignes aqueuses.

Avis de l'inspection :

Compte tenu de tous les aménagements prévus ou à venir, l'augmentation de la capacité de production va se faire à terme avec une augmentation très faible, en tout cas non significative, des émissions de COV qui constituent la principale source de pollution atmosphérique de cet établissement.

2.3 – Évaluation des risques présentés par l'établissement dans le cadre du projet d'extension

En matière de risque accidentel, le dossier fournit une mise à jour de l'étude de dangers prenant en compte la réorganisation du site et les risques présents dans les nouveaux bâtiments.

Les mesures de maîtrise des risques existantes ou mises en place dans le cadre du projet sont décrites, il convient de retenir que :

- les risques de propagation du feu (effet domino) ont été pris en compte et traités avec des murs coupe-feu judicieusement implantés ;
- certains bâtiments sont éloignés des autres ou des limites de propriété ;
- les lignes à risque d'incendie sont équipées d'alarmes de surchauffe et d'une détection asservie à la ventilation avec deux seuils de mise en sécurité (augmentation du débit puis mise en sécurité) ;
- le site est sous surveillance ;
- les locaux de stockage des produits inflammables sont équipés d'une détection COV avec alarme et arrêt automatique de la distribution ;
- le site a fait l'objet d'une mise en conformité au risque foudre et les nouveaux bâtiments seront également traités contre ce risque ;
- les risques de pollution des eaux et sols par d'éventuelles fuites ou ruptures de contenants de produits dangereux est traité par des rétentions ;
- le volume du bassin de réception des eaux polluées par un éventuel incendie va être augmenté pour tenir compte des nouveaux bâtiments (calcul réalisé selon la note technique D9) ;
- l'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie (RIA, extincteurs) implantés dans tous les locaux et trois bornes incendie sont présentes aux abords du site ;
- Il existe un plan d'intervention conçu comme un POI et un plan ETARE conçu en liaison avec les pompiers, ces plans seront mis à jour dans le cadre du projet.

Les effets générés par les nouveaux phénomènes dangereux possibles après la restructuration de l'établissement ont été étudiés et quantifiés.

Les effets thermiques pour le scénario SC13 relatif à l'incendie de la salle H dont l'affectation va changer sortant sur la rue voisine, il a été demandé à l'exploitant de modifier l'implantation des stockages au sein de ce bâtiment.

Avec les modifications proposées, les flux thermiques n'impactent plus la rue.

Il apparaît que la grille MMR du site n'est pas modifiée par les extensions à venir, car aucun des nouveaux scénarios n'a d'impact hors des limites de propriété.

3. Propositions de l'inspection des installations classées

L'examen du dossier présenté par la société CORDTECH permet de confirmer que les impacts générés par le transfert sur son site des activités de la société SOVOUTRI sont limités et que les nouveaux risques sont acceptables.

Le caractère notable mais non substantiel de l'opération est donc confirmé.

Les mesures compensatoires proposées dans la cadre de la restructuration et de l'augmentation de la capacité de production de ce site sont satisfaisantes et garantissent les intérêts visés à l'article L.511 du code de l'environnement. Elles permettent par ailleurs d'améliorer la situation dans plusieurs domaines (rejets des lignes aqueuses, réduction des émergences sonores, limitation des flux thermiques).

Les prescriptions techniques additionnelles prises par voie d'arrêté préfectoral complémentaire permettront d'encadrer ces nouvelles installations et activités qui sont dans le même domaine d'activité que celles existantes.

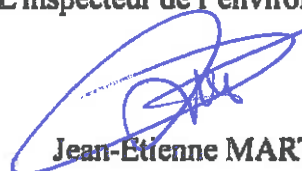
En application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2012114-02006 du 23 avril 2012 modifié le 14 décembre 2015, peut être pris sans consultation du CODERST.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport.

La société CORDTECH consultée sur ce projet, le 9 octobre 2018, nous a fait part le 23 octobre 2018 de ces observations qui étaient recevables et qui ont été prises en compte dans ce projet d'arrêté.

Ces ajustements ne sont pas de nature à modifier les prescriptions techniques prévues par la réglementation en vigueur.

L'inspecteur de l'environnement



Jean-Etienne MARTIN

Vérifié, adopté et transmis,
à monsieur le préfet de l'Ardèche
Privas, le 21/11/2018
Pour la directrice,

L'adjoint au chef de l'unité interdépartementale
Drôme-Ardèche



Boris VALLAT